
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXXVIII.

Du Jeudi 19 Novembre 1789.

AU milieu des cris affligeants de guerre qui retentissent de toutes parts au nom seule de la *liberté* ; au milieu des attaques cruelles que quelques puissances ne rougissent pas de lui livrer , & des préparatifs effrayans qu'elles font pour écarter de leur états l'influence inévitable de la révolution qui s'opère en France , c'est un spectacle consolant pour les vrais amis de l'humanité de voir les sages d'une nation que la politique appelloit notre ennemi naturel , donner des éloges aux victoires que l'assemblée nationale a remportées sur le despotisme & sur toutes les aristocraties qu'il alimentoit.

On sent bien que c'est de l'Angleterre qu'est sorti un si généreux exemple ; les premiers & uniques possesseurs de la liberté en Europe , devoient naturellement applaudir à cette conquête sur le pouvoir absolu. Les noms du *docteur Price* & du *lord Stanhope* étoient bien faits pour ajouter un plus grand prix à la raison & au patriotisme qui règne dans l'adresse que la société de révolution vient d'envoyer à l'assemblée nationale. La voici :

Société de Révolution.

« Dans l'assemblée annuelle de la société de révolution,
Tome IV. S

tendue à Londres le 4 novembre 1789, milord Stanhopé président.

« Le rapport du comité étant fait, l'arrêté suivant fut proposé par le révérend docteur Price, & approuvé unanimement.

» La société formée pour célébrer la révolution de la Grande-Bretagne, rejetant loin d'elle toute partialité nationale, & se réjouissant de tous les triomphes que la liberté & la justice remportent sur le pouvoir arbitraire, félicite l'assemblée nationale de France de la révolution qui s'effectue dans ce pays-là, & de la perspective qu'elle offre aux deux premiers empires de l'univers de participer aux biens de la liberté civile & religieuse; elle ne peut que souhaiter avec ardeur l'heureuse conclusion d'une révolution si importante, & exprimer en même temps la satisfaction extrême qu'elle sent à réfléchir sur l'exemple glorieux que donne la France, d'établir les droits inaliénables du genre humain, d'introduire une réforme générale dans les gouvernemens européens, & de rendre l'univers libre & heureux.

» Arrête unanimement que le présent arrêté soit signé par le président au nom de toute l'assemblée, & qu'il le fasse passer à l'assemblée nationale de France.

» Arrête unanimement que le docteur Price sera remercié de l'excellent discours qu'il a prononcé aujourd'hui, & qu'il sera prié de le faire imprimer avec la partie qu'il n'a pas eu le temps de prononcer.

» On a alors nommé douze personnes pour servir d'agens, & quarante membres pour servir de nouveau comité pour l'année prochaine.

« Arrête unanimement d'inviter tout le peuple anglais d'établir des sociétés dans tout le royaume pour appuyer les principes de la révolution; de former une correspondance entr'elles & d'établir par-là une grande union concertée de tous les véritables amis de la liberté, afin de la maintenir en tout temps avec plus d'efficacité.

» Arrête unanimement que les remerciemens de l'Assemblée seront donnés au comte Stanhope de son zèle à remplir la place de président.

» Puisse ce moment de la philosophie être le signal de l'amitié de deux nations qui sont les premières de l'Europe ; puisqu'elles sont libres. C'est bien alors que les projets de l'abbé de Saint-Pierre pour la pacification & le repos des deux mondes ne seroient plus regardés comme les rêves d'un homme de bien.....

Séance de Mardi soir.

Cette séance étoit principalement destinée au jugement de l'affaire du parlement de Metz ; on a fait lecture de l'arrêt de registre qui a été cassé par le conseil du roi ; il est conçu en ces termes :

Du 12 octobre 1789. Extrait des registres.

Vu par la cour, toutes les chambres assemblées, les lettres-patentes du roi, données à Paris, le troisième jour de novembre présent mois, signées LOUIS : Plus bas, par le Roi, la Tour-du-Pin, & scellées du grand sceau de cire jaune ; portant sanction d'un décret de l'Assemblée nationale concernant le parlement.

Où Régner, doyen des substituts du procureur général du Roi, qui en a requis l'enregistrement en la manière accoutumée.

La Cour, pénétrée des sentimens de fidélité qu'elle doit au roi & à la nation, incertaine sur la manière de remplir, dans les circonstances actuelles, les engagemens qu'elle a contractés par son serment, & croyant ne pas reconnoître dans le décret de l'Assemblée nationale du 3 du courant, & dans la sanction du roi qui y est jointe, le caractère de liberté nécessaire pour rendre les loix obligatoires, a protesté & proteste contre ledit décret, ainsi que contre ladite sanction ; mais pour prévenir de plus grands maux, & jusqu'à ce que l'opinion du peuple français soit fixée sur cet objet, ordonne provisoirement que ledit dé-

cret & ladite sanction seront enregistrés, oui, & ce requérant le procureur général du roi, pour être exécutés selon leur forme & teneur, que copies collationnées en seront incessamment envoyées dans tous les présidiaux, bailliages & autres sièges ressortissans nuement en la cour, pour y être pareillement exécutés; enjoint aux substitués du procureur-général du Roi sur les lieux, de tenir la main à leur exécution, & d'en certifier la cour au mois. Fait à Metz, en parlement, toutes les chambres assemblées, le 12 novembre 1789, signé COLIGNON. Collationné signé GIMEL.

M. le vicomte de Mirabeau, qui a parlé le premier sur cet objet, a dit qu'il ne connoissoit pas les formes, qu'il ne savoit pas ce que c'étoit qu'un enregistrement pur & simple, & qu'il ne pouvoit regarder la conduite du parlement comme répréhensible, en ce qu'il n'avoit pas cru le monarque libre, quoiqu'il l'ait dit dans sa proclamation. « Quand il ne le seroit pas, a-t-il ajouté, il tiendrait le même langage ». Plusieurs membres ont rappelé, avec tumulte, l'orateur à l'ordre.

Il a cependant été écouté jusqu'à la fin de son discours, qui tendoit à excuser le parlement de Metz, dont il appelloit les protestations une simple erreur.

Nous ne répéterons pas tout ce que M. le vicomte a dit, puisque la plus grande partie de l'assemblée l'a si fortement improuvé, qu'il a fini par proposer de décréter que l'assemblée nationale étoit libre, & d'envoyer ce décret dans les provinces.

M. Lavie a demandé que l'orateur fût interdit pour trois mois. M. Bion vouloit que son discours fût remis sur le bureau pour être jugé; mais M. de Casalès a soutenu qu'une assemblée délibérante n'est pas libre quand chacun de ses membres n'a pas le droit de dire crument son sentiment; qu'il ne doit jamais être interrompu, à moins qu'il n'attaque les individus: il a prétendu que M. le vicomte de Mirabeau n'avoit manqué à personne.

Cette singulière discussion ne se faisoit pas sans tumulte & sans beaucoup de murmures. « On doit distinguer, a dit M. Goupille de Prefeld, la liberté d'une licence reprehensible & criminelle. Vous avez entendu des propos injurieux au roi & à l'assemblée nationale. Cette déclamation ne peut tendre qu'à ébranler la confiance que l'on doit à la proclamation d'un roi que nous chérissions, j'ai presque dit que nous adorons. »

On a réclamé la *question préalable*, M. Robert-Pierre n'adoptoit ni cette question préalable, ni la motion contre M. le vicomte de Mirabeau. Il a invoqué avec succès les grands principes de la liberté, & il a demandé l'impression de son discours comme une preuve de la liberté de penser qui régnoit dans l'assemblée; alors M. Lavie a retiré sa motion, en disant que l'impression étoit une peine suffisante.

Ces petits intérêts devoient disparaître devant l'affaire essentielle dont l'assemblée alloit s'occuper, & M. Barnave a pris la parole sur l'affaire de Metz.

» L'arrêt de cette cour, a-t-il dit, est une circonstance particulière d'un plan général entrepris pour faire échouer la révolution. Je ne vous tracerai pas le tableau de diverses manœuvres employées pour répandre le trouble dans le royaume. Déjà des bruits (rarement trompeurs) nous annoncent des mouvemens prêts à se faire sentir dans la capitale; on va jusqu'à vous en désigner le jour; & lorsqu'on aura excité ces mouvemens par lesquels on se flatte d'étouffer notre liberté, on ne manquera pas d'en accuser ceux qui la défendent avec plus d'ardeur; il faut qu'une juste sévérité mette enfin à découvert ces entreprises, qu'elle prévienne leurs desseins, & qu'elle rende le calme aux citoyens alarmés. »

M. Barnave a caractérisé ensuite l'arrêt du parlement de Metz, qui lui a paru attentatoire aux droits de la nation, par les protestations qu'il renferme, séditieux par

l'appel au peuple qui y est annoncé , injurieux au roi & à l'assemblée nationale par les doutes qu'il élève sur leur liberté.

L'orateur a soutenu que tous les décrets de l'assemblée , & celui sur-tout de la loi martiale , délibérés au moment même où le peuple étoit attroupé , ne laissoit aucune excuse aux doutes qu'on affectoit de répandre sur sa liberté.

» Doubter de notre liberté , a-t-il dit , c'est supposer que nous sommes des traîtres. Car celui d'entre nous qui ne sent pas son opinion libre & qui délibère , trahit sa conscience & ses commettans. »

M. Barnave a proposé ensuite de *mander à la barre* les magistrats , auteurs de l'arrêt d'enregistrement , pour concilier les moyens de punir avec ceux de recueillir des lumières , & l'intérêt des justiciables , avec l'honneur des membres de ce parlement qui n'avoient pas concouru à l'arrêt ; enfin il a terminé , par une vive apostrophe , contre ceux qui accusent d'inhumanité la sévérité des décrets contre les usurpateurs du pouvoir , qui cherchent à conserver ou à établir leur tyrannie. « La véritable humanité , s'écrioit-il , est celle qui défend vingt-quatre millions d'hommes contre l'oppression de leurs tyrans. La foiblesse qui les encourage , l'indulgence est une vraie complicité : c'est un crime des représentans contre les représentés.

« Il est beau , disoit M. Barrère de Vieuxac , d'unir la modération à la force , la générosité à la puissance , & la clémence à la souveraineté ; mais quand l'état est en péril , quand les dissensions civiles peuvent naître & nuire à vos importans travaux ; quand la liberté de vos délibérations est méconnue , le pouvoir national outragé ; quand on élève enfin des doutes sur la sanction royale , & qu'on attaque même le caractère sacré des loix , vous devez déployer toute la force & l'étendue de l'autorité législative , & faire ce que la nation feroit elle-même si elle pouvoit être rassemblée.

» Si je parlois à des administrateurs ou à des ministres , je leur dirois que l'art de gouverner dans ce moment consiste à épier les circonstances , à composer avec les passions , à ménager les intérêts particuliers & les préjugés des corps. Mais vous , régénérateurs d'une grande nation , vous ne devez voir que la France , qui demande un autre ordre judiciaire & une constitution avec laquelle les anciens tribunaux ne peuvent plus s'accorder. Les parlemens furent utiles & courageux dans les temps du despotisme , & leur résistance alors mérita nos éloges : aujourd'hui , ils pourroient effrayer la liberté , si l'exemple donné par le parlement de Metz pouvoit trouver des imitateurs. Dirait-on que cette cour ne s'est pas rendue plus indigne de la clémence de l'assemblée que la chambre des vacations de Rouen ? quelle différence entre les deux forfaitures ! à Rouen , l'enregistrement a été pur & simple ; à Metz , il est accompagné de protestations contre le décret de l'assemblée & la sanction du roi ; à Rouen , un arrêt séparé a été secrètement fait & secrètement adressé au monarque ; à Metz , l'appel au peuple & les protestations ont été consignées dans l'arrêt même de registre ; à Rouen , huit individus seulement étoient coupables ; à Metz , c'est le délit de toutes les chambres assemblées. »

D'après ces considérations , l'orateur proposoit l'érection d'un nouveau tribunal provisoire à la place du parlement , jusqu'à ce que le pouvoir judiciaire fût organisé ; que les auteurs de l'arrêt d'enregistrement fussent poursuivis pour cause de forfaiture , & le roi remercié d'avoir cassé cet arrêt.

M. Rederer , conseiller au parlement de Metz , a défendu cette cour avec une éloquence & une sensibilité qui ont été fort applaudies.

« Je suis magistrat , a-t-il dit , mais avant tout je suis citoyen , & je dois instruire l'assemblée de faits qu'elle ne connoit pas. L'arrêt de registre est un acte reprehensible ,

il connoît un appel au peuple ; il méconnoît dans les loix le caractère qui les forme ; il autorise le peuple à penser de même ; il suppose que l'assemblée nationale est capable de dicter des loix , en portant des chaînes , & de former dans l'esclavage une constitution qui doit être le code de la liberté ; voilà ce qui m'a frappé. »

L'orateur n'a pas dissimulé combien de pareilles assertions étoient dangereuses dans une province frontière où le peuple a besoin d'être contenu , où la sûreté de l'état exige une armée , où les citoyens à peine délivrés du despotisme sont environnés d'hommes qui regrettent leur ancienne domination & leur ancienne servitude , où le clergé , qui a deux chapitres nobles , a été agité par un mandement inconsideré , dont les suites ont été prévenues par la sagesse du comité municipal ».

M. Riderer pensoit qu'une froide déclaration de désobéissance ne doit pas être regardée comme un arrêt incendiaire , & que la circonstance des chambres assemblées ne rendoit pas les auteurs plus coupables ; il a dit que tous les membres du parlement n'y avoient point eu de part ; *que plusieurs étoient absens & que d'autres avoient protesté* ; que c'étoit à l'assemblée nationale à juger cette affaire sans la renvoyer à d'autres tribunaux. « Votre autorité , disoit-il , n'étant qu'un dépôt entre vos mains , vous ne pouvez la commettre au hazard d'un jugement auquel vous n'aurez point de part. La faute du parlement de Metz doit être jugée par vous-mêmes. mais les justiciables ne doivent pas être punis du délit des magistrats , & puisque tout le parlement n'est pas coupable , il faudroit composer une nouvelle chambre des vacations , & ordonner que six des principaux officiers des parlemens se rendront à la suite de l'assemblée nationale , & qu'ils comparoîtront à la barre. Peut-être qu'en vous proposant de les citer devant vous , je les soumetts à un grand supplice , car si j'avois à le subir , il seroit pour moi , la mort. »

M. le baron de Menou a fait diversion à cette défense éloquente , par un discours très-énergique.

« Le parlement de Metz , a-t-il dit ; méconnoît le souverain qui fait la loi & le monarque qui la fait exécuter ; il appelle au peuple de ses décrets , tandis que c'est le peuple qui les fait par ses représentans.

C'est donc le signal de la guerre civile , c'est donc l'étendard de la révolte qu'il a voulu déployer. L'impunité enhardit le crime , & dit aux ennemis du bien public , qu'ils sont assez nombreux , qu'ils peuvent tout oser ; mais vous ne souffrirez pas qu'au moment où vous avez détruit les privilèges & les ordres , les parlemens s'élèvent contre vos décrets , pour établir sur les ruines du despotisme ministériel un autre despotisme d'autant plus dangereux , qu'il auroit l'apparence de la justice & des loix ; voilà l'opinion que je voulois déclarer lors de l'affaire de Rouen. Il faut faire un grand exemple sur le parlement de Metz ; il n'attend qu'un moment favorable pour nous ensevelir sous les ruines de la constitution : j'appuie la motion de M. Barrère de Vieuzac.

» Il y a des magistrats de Metz , a dit M. Emeri , qui ont protesté au péril de tout ce que l'esprit de corps peut avoir de terrible ; vous pouvez renvoyer les auteurs du délit devant le tribunal établi pour le jugement de ces sortes de causes ; mais on peut mander les officiers qui ont rendu l'arrêt , pour savoir d'eux les motifs qui les ont portés à croire que l'assemblée & le roi n'étoient pas libres ; mandez-les pour savoir qui leur a donné ce conseil & cette inspiration funeste ; cela marque des relations étrangères sur lesquelles il est intéressant d'entendre les officiers du parlement ; des lettres particulières nous disent qu'il y aura une nouvelle explosion. Il s'y est tenu une assemblée ecclésiastique , qui n'a été arrêtée que par les curés qui ont montré de l'énergie. Nous connoissons le fil de cette trame odieuse qui nous enveloppe , & de cette nouvelle conspiration dont on

nous menace.... Quant au remplacement des magistrats, il est dangereux & contraire au bien des justiciables de confier le pouvoir souverain à des tribunaux inférieurs qui manquent d'officiers. Il faut déléguer les fonctions de la chambre des vacations aux membres qui ont protesté. J'appuie la motion de M. Barnave, en ordonnant au greffier de cette cour de porter les registres, & en exceptant les officiers qui étoient absens. »

On est allé aux voix ; les amendemens de M. Emeri ont été adoptés, ainsi que la motion de M. Barnave, de laquelle est résulté le décret suivant :

« *L'assemblée nationale* a décrété & décrète, 1°. que ceux des membres du parlement de Metz qui ont assisté à la délibération du 12 de ce mois, paroîtront à la barre de *l'assemblée nationale* dans le délai de huitaine, à compter du jour de la notification qui leur sera faite du présent décret, pour y rendre compte de leur conduite, & que le syndic ou le greffier de ladite cour apportera à leur suite les registres de la compagnie ; 2°. que le roi sera supplié de former une chambre des vacations, prise parmi les membres de ce parlement qui n'ont point concouru à l'arrêt du 12 de ce mois, laquelle chambre enregistrera purement & simplement le décret de *l'assemblée nationale* du 3 du présent mois, & exécutera ses dispositions ; 3°. que son président se retirera devers le roi, pour le remercier de la promptitude avec laquelle il a réprimé les écarts du parlement de Metz, lui annoncer que *l'assemblée nationale* est déterminée à prévenir, par une juste sévérité, des attentats d'un si dangereux exemple, le prier de donner sa sanction au présent décret, & les ordres nécessaires pour son exécution ».

M. de Beaumés a observé, relativement à la sanction de ce décret, que ne s'agissant que de mander des magistrats, le roi devoit être seulement supplié de le faire exécuter, & non d'y donner sa sanction.

L'observation de M. de Beaumès étoit d'autant plus juste, qu'il ne s'agit pas d'une loi, mais d'un objet de police, & que, demander la sanction, c'est supposer que le roi peut refuser ou suspendre un pareil décret : cependant le décret a passé tel qu'il est.

Séance d'hier.

On s'est occupé constamment dans cette séance de la constitution des assemblées provinciales, & plusieurs articles sont passés sans réclamation ; les voici :

» Les assemblées d'élection des députés à l'assemblée nationale, se tiendront alternativement dans le chef-lieu de chaque district du département.

» Les assemblées primaires choisiront les électeurs parmi tous les citoyens actifs de chaque canton.

» Les électeurs, choisis par les assemblées primaires de chaque district, choisiront les membres de l'administration parmi les éligibles de tous les cantons de ce district.

» Les électeurs choisiront les membres de l'administration du département parmi tous les éligibles de tous les districts de chaque département, de manière qu'il y ait au moins deux membres de chaque district dans l'administration ».

Le comité de constitution a proposé ensuite que les électeurs des assemblées primaires de chaque département, réunis par département, soient tenus de choisir les députés à l'assemblée nationale parmi les éligibles de tous les départemens du royaume.

Mais comme M. d'Ambli a proposé, au contraire, que tous les députés à l'assemblée nationale, qui seroient nommés en chaque département, ne fussent pris que parmi les éligibles de chaque département, les débats ont été très-longes sur cette grande question, qui présentait d'un côté le grand principe de la confiance en matière d'éligibilité, & de l'autre, l'intérêt réel & direct de chaque province ou département. Nous rendrons compte de ces débats & de ce qui a suivi sur le même objet.

M. le marquis de Montesquiou a terminé la séance par un rapport très-intéressant du comité des finances, qui a été applaudi à plusieurs reprises. Le nouveau système qu'il a présenté a été exposé avec tant de précision qu'il a fait renaitre dans tous les cœurs l'espérance très-prochaine du rétablissement de l'ordre & du crédit public. Nous le feront connoître, dès qu'il sera soumis à la discussion.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.